

Et si on revenait aux choses sérieuses...

mardi 16 novembre 2021, par [Jacques COTTA](#)

Dans son allocution télévisée, le président de la république, air jovial, nous a expliqué que « tout va pour le mieux ». Il a décliné un programme de candidat qui comme il se doit ne peut engager que ceux qui voudront bien y croire. Il sait avec ses conseillers que le cœur des préoccupations des français n'a pas grand chose à voir avec les délires « zemmouriens », « le prénom des enfants du voisin » par exemple, dont nous abreuvons radios et télé au quotidien. Ce qui compte, et qui apparaît clairement, ce sont les conditions d'existence concrètes, précises auxquels nous sommes tous assujettis. D'ailleurs, Emmanuel Macron n'a pas évité la question en assénant que « le pouvoir d'achat est en progression ».

La réalité : le pouvoir d'achat

Le président de la république s'appuie sur les études de l'INSEE pour se rassurer. Mais à y regarder de plus près, il devrait prendre garde car les assertions sont trompeuses.

1. Pour faire ses calculs, l'INSEE additionne les revenus des français — par exemple les salaires, les revenus des indépendants, les revenus du patrimoine, les loyers perçus, les dividendes... avec les prestations sociales versées (retraites, allocations-chômage...) puis soustrait les intérêts payés, les prélèvements obligatoires (taxes, impôts, CSG...) et ramène enfin le résultat à l'individuel en unité de consommation. Ce qui ne permet pas de tirer de conclusion d'ensemble car il suffit qu'un ait beaucoup gagné en pouvoir d'achat, que plusieurs aient beaucoup perdu, pour que le solde demeure tout de même positif.
2. L'inflation est sous évaluée, ce qui dans la période qui s'ouvre est lourd de conséquence. Cela permet de dégager du pouvoir d'achat, étant entendu que là où les prix augmentent, en général les salaires ne suivent pas, ou pas dans une mesure équivalente.
3. L'INSEE passe à la loupe des milliers de produits pour observer l'évolution des prix. Or, les prix des meubles, de l'électroménager, des biens durables ont une tendance à la baisse lorsque à l'inverse les prix des biens d'achat fréquents, le pain, les boissons, les fruits, etc... ne suivent pas du tout la même trajectoire, vont même en sens inverse. Bref, ce qu'un français achète tous les jours augmente.
4. L'INSEE ne prend pas en compte les prix de l'immobilier. Selon l'institut, le pouvoir d'achat se calcule à travers la consommation, or le logement immobilier est considéré comme un investissement....

Les faits sont têtus

Les prix qui comptent, ceux auxquels nous sommes quotidiennement confrontés augmentent de façon vertigineuse.

>Ceux de l'énergie annoncent un réveil cauchemardesque lorsque EDF exigera le paiement des factures momentanément bloquées.

>Ceux des carburants qui ne cessent de grimper contraignent à des choix dramatiques des millions de nos compatriotes contraints de prendre leur véhicule pour aller travailler.

>Ceux des aliments de première nécessité, eau, fruits, viande, pâtes... jettent dans la précarité alimentaire des centaines de milliers de nouveaux pauvres dont les bataillons sont composés au bas mot d'une dizaine de millions de nos compatriotes.

La liste est longue.

Le moral repart à la baisse. Avec le pouvoir d'achat, le travail est une des préoccupations principales des français. Nul n'est dupe. Les médias ont beau expliquer que des centaines de milliers d'emplois sont vacants malgré la reprise engagée, que le chômage est au plus bas, de sous entendre lorsque ce n'est pas affirmé explicitement que les chômeurs portent la responsabilité de leur chômage, le sentiment qui domine est l'inquiétude de perdre son travail et avec lui les seules ressources permettant de vivre et faire vivre sa famille.

Déjà des centaines d'entreprises ont dû fermer leur porte. D'autres ont bénéficié d'un sursis, mais avec les mesures annoncées et la remise à zéro des compteurs, avec l'obligation prochaine des remboursements de prêts pour lesquels l'état s'est momentanément porté garant, le souci est légitime...

L'échéance approche

Emmanuel Macron est conscient de l'incertitude qui domine et de l'instabilité qui menace. C'est la raison pour laquelle depuis le mois de septembre l'argent coule à flot.

- Dans l'espoir d'un retour sur investissement aux élections présidentielles qui se dérouleront dans cinq mois, il a annoncé un plan d'investissement de 34 milliards d'ici 2030, ce qui évidemment ne l'engage pas, à moins qu'il ne considère l'éventualité d'une présidence à vie.

Ce que ne dit pas ce plan qui se veut généreux, c'est la volonté gouvernementale d'inscrire dans le budget de l'état le remboursement en prenant sur ses dépenses, principalement celles qui concernent les services publics, et en attaquant le dossier « protection sociale » dont le président annonce qu'il demeure une de ses priorités.

- Emmanuel Macron a également évoqué sa générosité qui depuis septembre le verrait payer sans compter. 5,8 millions de ménages devaient bénéficier d'une hausse de 100 euros du chèque énergie, mesure en réalité dérisoire qui revient à compléter 4 pleins d'essence pour aller travailler. Outre 50 millions pour aider les pêcheurs, les autres montants évoqués n'ont pas grand chose à voir avec les difficultés quotidiennes des français. 500 millions d'euros sont affectés à un programme de prêts à des états étrangers pour faciliter le commerce extérieur de la France, 500 millions d'euros pour le Beauvau de la sécurité, dont une grande partie pour le renouvellement d'armes de répression, 400 millions pour la réhabilitation des friches, 300 millions pour les territoires d'industrie, 100 millions pour le fond de solidarité pour le développement et 82,8 millions supplémentaires pour la contribution à la facilité pour la paix.

L'urgence dans laquelle il a indiqué le maintien des « coups de pouce », ou leur augmentation, qui souvent ne sont que poudre aux yeux, indique l'inquiétude légitime du gouvernement.

En réalité, Emmanuel Macron et le gouvernement peuvent avoir un sujet de satisfaction. Ils ne pouvaient espérer la tranquillité que leur assure la gauche qui, en toute logique, devrait faire de ces questions l'axe pratiquement exclusif de ses discours, dans la préparation de l'échéance électorale comme des affrontements inévitables à venir.

Mais la gauche a t'elle encore grand chose à voir avec les affrontements à venir depuis qu'elle a décidé d'abandonner de fait le combat pour la transformation sociale et depuis qu'elle semble s'être transformée en gauche du capital ?

Voir ici : [Questions aux candidats](#)

Les organisations syndicales sont muettes...

La gauche politique est réduite à sa plus simple expression, incapable donc de répondre sur le terrain de la lutte des classes...

Macron se verrait presque sorti d'affaire grâce à un duel joué d'avance contre Zemmour ou Le Pen, mais ce serait une grave erreur. L'histoire nous enseigne en effet que les classes populaires — l'immense

majorité de la société — ont leurs ressources propres souvent indépendantes des partis, et souvent, sans bien comprendre ni pourquoi, ni comment, elles peuvent faire irruption et bouleverser tous les pronostics...

Jacques Cotta

Le 16 novembre 2021